



De la place Tahrie à Benghazi...en passant par Sarajevo : Trois leçons du printemps arabe.

Paul Sanders

Professeur permanent, Département Marketing, Groupe ESC Dijon Bourgogne

Au moment où le régime de Kadhafi joue – espérons-le - sa fin de partie, les interrogations sur le dénouement de la crise libyenne s'amplifient. Une chose est sûre: l'Occident ne veut plus de lui et de son clan et exige son départ, tout en planifiant l'après-Kadhafi. Les autres puissances mondiales, comme la Chine et la Russie, initialement critique à l'intervention, se sont finalement résignées à la détermination occidentale. Par contre se débarrasser du dictateur demeure un défi, le dernier bénéficiant encore d'assises importantes dans la partie du territoire national sous son contrôle.

La situation sur le terrain, aux portes de Benghazi, fief de la contestation anti-Kadhafi, est moins désespérée aujourd'hui qu'au mois de mars dernier. Néanmoins l'effet d'enlisement est palpable : malgré l'intervention de l'ONU la rébellion n'a pas pu convertir son nouveau capital militaire et politique dans un coup décisif. L'impasse militaire n'a peut-être rien de très étonnant, vu les spécificités de l'environnement libyen. En effet, les moyens militaires déployés des deux cotés sont assez restreints. Et si le désert est propice au déploiement des grands moyens, le terrain gagné un jour peut rapidement changer de main le suivant. Ce qui compte avant tout, ce sont les lignes de communication et les centres de population. Les retraits tactiques des deux belligérants sur les zones urbaines témoignent de cette évolution de la guerre : éviter le terrain ouvert pour ne pas s'exposer aux moyens lourds. La carte médiatique renforce encore l'impasse actuelle : si les deux parties au conflit sont incapables de forcer la décision, les états appliquant la résolution 1973 doivent veiller aux dégâts en milieu urbain, afin de ne pas perdre la bataille des cœurs.

L'autre dilemme pour les Occidentaux est de savoir comment une zone d'exclusion aérienne visant la protection des civils, pourra être réconciliée avec un but politique, le départ de Kadhafi et le tissage de liens avec un nouveau régime libyen, cette fois démocratique et légitime. La résolution 1973 autorise expressément « tous les moyens nécessaires » pour protéger les civils. Mais le type d'action à mettre en œuvre est très dépendant du soutien politique international, lequel, lui, est volatile et susceptible de basculer au premier signe d'un quelconque néo-colonialisme.

Il serait néanmoins une erreur de vouloir lire la crise libyenne en isolation de son contexte. La crise actuelle embrase toute la région, occasion donc pour s'interroger sur trois questions centrales des relations internationales : interventionnisme humanitaire et impact des médias, théorie des révolutions et islamisme politique.

Interventionnisme et responsabilité à protéger

Ceux qui, au mois de mars dernier, s'appuyaient sur l'argument humanitaire pour obtenir une décision rapide de la communauté internationale furent, comme par le passé, déçus. La rapidité de décision n'est toujours pas le point fort du dispositif de gestion de crise internationale. Toutefois, au lieu de trois ans et demi de tergiversations internationales lors du conflit bosniaque, à cette occasion un consensus international a pu être trouvé au bout de trois semaines et demi - fait inédit - avec le vote de la résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU, dans la soirée du 17 mars 2011. Si, pour les interventionnistes, l'issue était moins rapide que souhaitée, ceci démontre le préjudice apporté à la cause par la guerre d'Iraq de 2003, mais aussi un élément de manque de chance médiatique pour la cause de la liberté libyenne : si, en temps normal, les opposants auraient pu compter sur toute l'attention de l'opinion publique mondiale, les caméras du monde étaient braquées sur la triple catastrophe japonaise pendant